
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 03 avril 2023

Régulièrement convoqué le 27 mars 2023

Le 03 avril 2023 à 18 heures 30,

Le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. Julien CORNILLET.

Présents (es) : Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Éric PHÉLIPPEAU, Mme Ghislaine SAVIN, M. Laurent CHAUVÉAU, M. Jean-Michel GUALLAR, Mme Emeline MEHUKAJ, M. Cyril MANIN, Mme Fabienne MENOVAR, M. Chérif HEROUM, Mme Sylvie VERCHÈRE, Mme Pauline CABANE : Adjoints au Maire. M. Norbert GRAVES, Mme Anne BELLE, M. Jacques ROCCI, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Catherine MATSAERT (arrivée à la 1.01), Mme Vanessa VIAU, Mme Sandrine MAGNETTE, M. Vincent PERROUX, M. Julien DECORTE, M. Karim OUMEDDOUR (arrivé à la 1.01), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION, M. Dorian PLUMEL (arrivé à la 1.01), M. Nicolas DELOLY (arrivé à la 1.01), M. Corentin CATELLA, M. François COUTOS-THEVENOT, M. Christophe ROISSAC, M. Karim BENSID-AHMED, Mme Cécile GILLET, M. Jacques SÉBILLE, Mme Françoise CAPMAL, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET

Pouvoirs : Mme Florence VINENT (pouvoir Mme Catherine MATSAERT), Mme Demet YEDILI (pouvoir Mme Pauline CABANE), M. Jean-Frédéric FABERT (pouvoir M. François COUTOS-THEVENOT), M. Laurent MILAZZO (pouvoir M. Christophe ROISSAC), M. Laurent LANFRAY (pouvoir Mme Patricia BRUNEL-MAILLET)

Absent(e)s : M. Jérôme BEAUTHÉAC

Secrétaire de Séance : Mme Emeline MEHUKAJ

2.01 - APPROBATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA LIGUE DE PROTECTION DES OISEAUX AUVERGNE RHÔNE ALPES POUR LA CRÉATION D'UN REFUGE POUR LA BIODIVERSITÉ SUR LE SITE DU PARC DES ALEXIS

Madame Christine MAGNANON, 1^{ère} Adjointe au Maire, Rapporteur, expose à l'assemblée :

Par délibération 2.03 du 12 décembre 2022, le Conseil municipal a approuvé le principe de la création d'un refuge « Ligue de Protection des oiseaux (LPO) » pour la biodiversité sur le site du Parc des Alexis, cadastré BH 3 (21 770 m²) sis chemin des Alexis à Montélimar.

Afin de concrétiser cette action dans l'optique de l'obtention du Label Refuge LPO, il convient d'envisager la conclusion d'une convention tripartite entre la Ville, la LPO France et la LPO Auvergne-Rhône-Alpes – Délégation Territoire Drôme-Ardèche, définissant le cadre et les modalités d'attribution du Label Refuge LPO aux espaces à protéger.

Il est rappelé à l'Assemblée qu'en créant un refuge LPO, la Ville s'engage à préserver la nature et améliorer la biodiversité sur son Refuge et à respecter les principes suivants :

- Créer des conditions propices à l'installation de la faune et de la flore sauvages,
- Renoncer aux produits chimiques,

- Réduire l'impact sur l'environnement,
- Faire du Refuge LPO un espace sans chasse pour la biodiversité.

La LPO Auvergne-Rhône-Alpes – Délégation Territoire Drôme-Ardèche s'engage, quant à elle, à :

- Réaliser un diagnostic écologique initial du site et remettre une proposition de plan de gestion,
- Accompagner la Ville sur la mise en place du plan de gestion, collaborer avec les services techniques pour leur apporter ses compétences, ses connaissances et ses informations dans les domaines du génie écologique et de l'éducation à l'environnement,
- Echanger avec le responsable en charge du projet et de ses services techniques sur l'application des engagements mutuels,
- Désigner un Référent Refuge qui aura pour mission de veiller au respect de la charte des Refuges LPO sur le site inscrit et d'en assurer le suivi,
- Réaliser durant la dernière année de la convention une évaluation du Refuge LPO.

Ce bilan de fin d'engagement permet d'évaluer les évolutions consécutives à l'application du plan de gestion. Il conditionne ensuite le renouvellement du label en pouvant donner lieu à une nouvelle proposition technique et financière et à la signature d'une nouvelle convention.

La présente convention est conclue pour une durée initiale de trois (3) ans à compter de sa signature par l'ensemble des parties.

Le montant global de l'opération demeure inchangé à 16 156 €.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-29,

Vu les statuts de l'Association « Ligue de Protection des Oiseaux »,

Vu la délibération n°2.03 en date du 12 décembre 2022,

Vu le projet de convention tripartite d'engagement Refuges LPO entre la LPO France, la LPO Auvergne-Rhône-Alpes – Délégation Territoire Drôme-Ardèche et la ville de Montélimar ci-annexé,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré **À LA MAJORITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS – 1 contre**

DÉCIDE :

- **D'APPROUVER** les termes de cette convention d'engagement Refuges LPO, qui permettra la mise en place du projet, dans l'optique de l'inscription du site dit « Parc des Alexis » au programme « Refuge LPO » et de l'obtention du Label Refuge LPO,
- **D'APPROUVER**, dans le cadre conventionnel ainsi défini avec l'Association « Ligue de Protection des Oiseaux », l'octroi à cette dernière d'une subvention de 16 156 € qui sera imputée sur les crédits inscrits au budget général,

- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,

Ont signé les membres présents,

Suivent les signatures.

POUR EXPEDITION CONFORME

Fait en Mairie, le 04 avril 2023

Le Maire,

Julien CORNILLET



La secrétaire de séance

Emeline MEHUKAJ

